

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1919-1920.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1920 (1)

Tableau I. — Dette Publique.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR **M. HOUTART**

MESSIEURS,

Le Budget des dépenses ordinaires de la Dette publique ne comprend que la moindre partie des charges qui incombent à l'État du chef de ses emprunts et de ses autres dettes.

Les intérêts et charges de tout le passif créé depuis l'armistice n'y apparaissent point, mais sont inscrits au Budget extraordinaire. En principe et à la lumière des textes du Traité de Versailles, on ne peut qu'approuver la distinction ainsi établie entre les dépenses qui se rattachent à la Dette publique, malgré le caractère annuel de ces dépenses. Il sera cependant proposé ci-après de déroger en partie à cette méthode.

Des quarante-six articles qui contiennent l'ensemble des dépenses de ce service, la plupart reproduisent les chiffres des Budgets précédents, qu'il

(1) Budget, n° 56.

(2) La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. CARTON DE WIART, MECHELYNCK, BERTRAND et TIBAUT, *vice-présidents*; BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

s'agisse des intérêts et de l'amortissement des emprunts antérieurs à la guerre ou des annuités et autres charges qui incombent à l'État.

Par conséquent, la Section centrale n'a dû s'arrêter qu'à un petit nombre d'objets :

ART. 8. — *Dette à 3 %₀, 4^e série : fr. 17,521,161.22.*

Il s'agit de l'emprunt de 12 millions de livres sterling émis à Londres en 1914. A ne considérer que le libellé de cet article, on s'étonne de voir la livre sterling comptée pour fr. 25.22 dans les prévisions budgétaires, de telle sorte qu'un ensemble de charges, qui s'élève à liv. st. 694,732,16.04, se traduit par un crédit de fr. 17,521,161.22. Mais l'article 36 comprend, sous la dénomination générale de « frais relatifs au service des diverses dettes et annuités », une somme de 4,500,000 francs destinée à couvrir la perte résultant de l'élévation du change sur l'Angleterre. Déterminer exactement le crédit nécessaire à cette fin est chose impossible; mais on peut affirmer que les prévisions de l'article 36 seront de beaucoup dépassées.

ART. 10. — *Part des charges de la Dette publique portées au Budget extraordinaire, qui incombe au Budget ordinaire : 40,000,000 de francs.*

La justification de cet article est exposée dans les termes suivants (p. 273) :

« Les charges des capitaux empruntés depuis l'armistice sont portées en entier au Budget extraordinaire. Mais pour faire supporter par le Budget ordinaire la partie de ces charges, évaluée à 40,000,000 de francs, qui doit lui incomber normalement du chef des capitaux empruntés pour couvrir, soit les dépenses extraordinaires faites depuis l'armistice pour le compte de la Belgique, soit l'insuffisance des recettes ordinaires, un crédit de ce montant est inscrit à l'article 10 (nouveau) du présent tableau. Cette somme sera versée en recette extraordinaire. »

La Section centrale a formulé sur ce point diverses observations qui l'ont amenée à proposer des amendements à cet article :

A. — Les dépenses arriérées portées au Budget de 1919 et une partie des dépenses extraordinaires du même Budget, notamment les dépenses militaires et les secours (dépenses dont le total dépasse 3 milliards), ne sont pas recouvrables d'après les stipulations du Traité de Versailles; par conséquent, le service des capitaux empruntés pour couvrir ces dépenses incombe au contribuable belge : soit annuellement 150 à 200 millions. Ce n'est donc point 40 millions, mais une somme beaucoup plus élevée qu'il convient d'inscrire de ce chef au Budget ordinaire.

Cette première observation a été combattue, toutefois, par des raisons que nous nous reprocherions de ne pas exposer intégralement.

On a fait remarquer à l'appui du système adopté par le Gouvernement :

1° Que les dépenses arriérées inscrites au Budget de 1919 ont une contre-partie qui figure au tableau des Voies et Moyens de 1919, sous l'article 75, pour une somme évaluée à 660,000,000 de francs;

2° Que les crédits qui doivent être affectés à ces dépenses ont été supputés d'après d'assez larges prévisions dépassant peut-être les imputations à effectuer ;

3° Que le Gouvernement se propose de réclamer à nos ennemis d'hier une grosse partie des dépenses arriérées, entre autres les arriérés du service de la Dette publique. Il en résulte qu'il serait difficile, dans les conjonctures actuelles, d'arrêter le chiffre de la dépense qui finalement devra nous incomber et, d'autre part, nous risquerions de déforcer notre thèse à l'égard de ces dépenses, en proclamant *urbi et orbi* que les créances arriérées, inscrites au Budget de 1919, sont toutes étrangères à celles qui peuvent être revendiquées de l'Allemagne.

Tels sont les motifs principaux pour lesquels le Gouvernement a cru bon d'attendre la décision de la Commission des Réparations, qui sera connue au plus tard le 1^{er} mai 1921, pour donner au Budget de la Dette publique une forme définitive.

Mais, d'autre part, il a été observé que les calculs approximatifs sur lesquels se base la Section centrale tiennent compte des circonstances relatées sous les 1° et 2° ci-dessus. En effet, les dépenses arriérées inscrites au Budget de 1919 atteignaient 2,650 millions, déduction faite des recettes correspondantes ⁽¹⁾; et bien peu parmi ces dépenses satisfont aux définitions de l'annexe I du titre des réparations. D'autre part, dans la section des dépenses dites de guerre inscrites au même Budget, on trouve les dépenses militaires, les allocations pour vie chère et les secours ⁽²⁾, ensemble plus de 1 milliard qu'il ne peut être question de recouvrer sur l'indemnité de guerre. Si l'on y ajoute le Budget extraordinaire proprement dit et le déficit du Budget ordinaire, le total de toutes ces dépenses touchera de près à 4 milliards. C'est pourquoi la Section centrale a estimé que le chiffre de 200 millions, pour représenter approximativement et par une sorte de forfait les charges de ce capital, serait mieux justifié que celui de 40 millions inscrit dans le projet à l'article 10.

L'exemple du budget français, entouré de circonstances identiques, peut être invoqué à l'appui de la méthode que propose la Section centrale. Dans un but de clarté, de prévoyance, de prudence, les auteurs de ce budget ont jugé bon d'anticiper sur le travail de la Commission des Réparations, sous réserve de tous droits.

(1) Page 12 du Rapport général, n° 249.

(2) Ibid., pp. 7-9.

B. — Il importe de se rapprocher autant que possible de la réalité, au moment que le Parlement se montre disposé à établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses ordinaires. On pourrait reprocher à la balance budgétaire d'être faussée par une évaluation trop optimiste des éléments de la Dette publique qui seront couverts par l'indemnité; tandis qu'une prévision prudente ne peut que favoriser le crédit de l'État, si l'on en tient compte pour déterminer le montant des ressources fiscales qu'il importe de créer sans retard.

C. — Dans la réalisation de ce dessein, la Section centrale a fait entrer un autre ordre de considérations qui se rattache au crédit de l'État. Elle s'est inspirée d'une pensée exprimée dans l'exposé qui précède le projet de budget présenté par M. Klotz au Parlement français : « Fidèles à la règle » absolue que nous nous sommes tracée », écrit-il dans ce document, « de » gager par des recettes permanentes et normales le service de tous nos » emprunts, nous serons amenés, lorsque ces opérations de crédit auront » été réalisées, à inscrire en dépense au Budget ordinaire le montant total » de leurs arrérages. » C'est là, semble-t-il, une condition essentielle du crédit de l'État.

Sans doute, il ne peut être question, dans les circonstances actuelles, d'inscrire au Budget ordinaire la charge de tous les engagements qui pèsent sur le Trésor public; au surplus, la plus grande partie de ces engagements correspond à nos revendications contre l'Allemagne. Mais il y aurait avantage à inscrire comme charge normale et à couvrir par les recettes ordinaires le service des emprunts contractés depuis l'armistice ensuite d'appels à l'épargne publique et à la confiance de l'étranger. Les frais de ce service s'élèvent à une somme à peu près égale à celle que nous avons chiffrée ci-dessus pour déterminer provisoirement la part d'arrérages qu'il conviendrait d'ajouter au service ordinaire de la Dette publique.

L'amendement qui réaliserait cet ensemble de considérations consisterait à insérer, en remplacement de l'article 10, le texte suivant :

ART. 10 (nouveau). — *Intérêt et amortissement de la Dette à 5 %
de la Restauration nationale : 79,792,119 francs.*

ART. 10^{bis} (nouveau). — *Intérêts, amortissement et frais des autres capitaux empruntés ou à emprunter pendant les années 1919 et 1920 ; intérêts et frais des Bons du Trésor (crédit non limitatif) : 142,500,000 francs.*

Le crédit proposé sous l'article 10^{bis} comprend les charges de l'emprunt de 1920 pour un semestre.

Il y aurait lieu, en conséquence, de supprimer les articles 2 et 3 du tableau XVII.

Les divers éléments dont se compose notre Dette publique ont été déterminés dans le rapport général. Nous n'y reviendrons pas ici. Il convient cependant de faire remarquer que l'État peut être tenu, en vertu de la loi du 16 mars 1919, d'une garantie à fournir au Consortium des banques belges pour les crédits accordés à celui-ci sur diverses places étrangères, en vue de la reconstitution économique de la Belgique. A la question posée sur ce point par la Section centrale, il a été répondu par les renseignements suivants :

« Voici le détail des crédits bancaires couverts par la garantie du Gouvernement en vertu de la loi du 16 mars 1919 :

» A. — CRÉDITS ANGLAIS.

» 1^o Crédit global de 4,000,000 de livres sterling accordé au Consortium des banques belges par un groupe d'établissements financiers et de maisons de la place de Londres. Ce crédit est remboursable par tranches de 1 million de livres sterling, les 24 mai, 17 juin, 2 et 23 août 1920 ;

» 2^o Crédit complémentaire de 1 million de livres sterling consenti par la « London County Westminster » et « Parr's Bank », après l'épuisement des quatre premiers millions. L'échéance fixée primitivement au 1^{er} décembre 1919 fut prorogée au 1^{er} janvier 1920, date à laquelle le remboursement eut lieu au cours moyen de 46.078.

» Ces crédits furent cédés, à concurrence de 4,705,300 livres sterling, aux industriels et commerçants, à des cours variant de 29 à 37 francs ; la Banque Nationale encaissa de ce chef une somme de 152,815,000 francs, sur laquelle il fut prélevé 46,078,000 francs pour le remboursement dont il vient d'être question.

» Les intéressés ont eu recours, pour l'utilisation des crédits, à deux modalités différentes : la première consiste à acheter à titre définitif et au cours du jour les livres sterling dont ils avaient besoin ; la deuxième, à payer provisoirement, au cours du jour, les livres sterling nécessaires et à s'engager en même temps à restituer les livres sterling à la Banque Nationale au même cours.

» Les industriels et commerçants qui ont adopté cette deuxième modalité ont obtenu 1,338,000 livres sterling au prix moyen de fr. 34.05 par livre sterling. L'échéance primitivement fixée au 20 mars 1920 a été reportée au 20 mars 1921.

» Indépendamment de la somme de Liv. st. 3,705,300
qui reste à rembourser, la Banque Nationale devra payer pour
intérêts, environ. Liv. st. 300,000

ENSEMBLE . . . Liv. st. 4,005,300

» B. — CRÉDIT AMÉRICAIN DE 50 MILLIONS DE DOLLARS
DIT « CREDIT OF EXPORT ».

» Échéance : 10 millions de dollars, le 5 juin 1920.

» Échéance : 40 millions de dollars, le 30 juin 1920.

» Ce crédit est réalisé actuellement à concurrence de 46,100,000 dollars.

» 30,850,000 dollars ont été affectés au paiement de vivres achetés par le Gouvernement belge aux États-Unis, et la Trésorerie a versé à la Banque Nationale la contre-valeur de cette somme aux cours de fr. 6.25 à fr. 9.40; éventuellement, elle devra faire un versement complémentaire à l'échéance, mais il est à remarquer que si nous n'avions pu disposer d'une grande partie du « Credit of Export », nous aurions été obligés, pour éviter des achats importants de dollars sur le marché, de recourir à une opération présentant les mêmes aléas que les crédits bancaires;

» 15,250,000 dollars ont été fournis aux industriels et commerçants, à des cours variant de fr. 6.25 à fr. 13.75.

» Sur ces 15,250,000 dollars, 9,950,000 ont été cédés avec engagement, de la part des intéressés, de restitution au même prix à l'échéance; toutefois, le Gouvernement a donné l'assurance aux intéressés que le délai fixé primitivement au 20 mars 1920 serait prolongé d'un an.

» Les 46,100,000 dollars actuellement dépensés ont été livrés pour un prix global de 351,000,000 de francs.

» Le règlement des intérêts échus et à échoir, augmentés des commissions d'acceptation, entraînera une dépense supplémentaire de 3,800,000 dollars.

» C. — CRÉDIT NORVÉGIEN.

» La « Norske Creditbank » a accordé le 1^{er} juillet 1919 un crédit libre de 5,000,000 de couronnes remboursable le 1^{er} juillet 1920.

» Ce crédit a été dépensé en partie pour des achats effectués en Norvège, en partie pour alimenter en livres sterling le marché de Bruxelles, savoir :

689,000 couronnes.
3,866,000 id.
4,555,000 couronnes.

pour lesquelles une somme de 8,454,000 francs a été encaissée.

» La dépense de	cr.	4,555,000
doit être augmentée des intérêts, soit		350,000
TOTAL	cr.	4,905,000

» D. — CRÉDIT SUISSE.

» En contre-partie de nos exportations de charbon, la Société financière à Lucerne a consenti au groupement des banques belges un crédit libre de 15,230,000 francs, remboursable comme suit :

9,000,000 de francs, le 24 mars 1921 ;
 1,000,000 de francs, le 26 avril 1921 ;
 2,800,000 francs, le 20 mai 1921 ;
 1,200,000 francs, le 29 mai 1921 ;
 1,230,000 francs, le 15 juin 1921.

» Sur ce crédit il a été prélevé jusqu'à ce jour, en faveur d'importateurs de produits suisses, une somme de 5,223,000 francs, pour laquelle la Banque Nationale a encaissé 8,970,000 francs belges.

*
* *

» La garantie de bonne fin donnée au Consortium des banques belges pour tous les crédits visés ci-avant impose à l'État l'obligation de couvrir éventuellement la différence entre la somme nécessaire pour opérer le remboursement de ces crédits et celle dont la Banque Nationale disposera à cette fin.

» Si le remboursement devait se faire à des cours se rapprochant de ceux cotés actuellement, il en résulterait pour le Trésor des charges considérables. En vue de réduire ces charges, le Gouvernement envisage la possibilité d'obtenir une prolongation des délais de remboursement ou d'émettre à l'étranger des obligations de la Dette publique ou des Bons du Trésor. »

Au sujet des emprunts, la Section centrale a demandé :

A combien se sont élevés les frais d'émission des divers emprunts ? Spécialement les frais de publicité ? Par qui ces opérations ont-elles été traitées ? Y a-t-il eu forfait ? Sur quelles bases ont été réparties ces sommes ?

Réponse.

« Les frais généraux relatifs aux divers emprunts émis depuis l'armistice se décomposent comme il suit :

1° Emprunt Restauration monétaire 5 %	. fr.	29,382,000	»
2° Emprunt Restauration nationale 5 %	. .	8,885,000	»
3° Emprunt 5 % à prime		35,000,000	»

comportant respectivement 28,780,000 francs, 6,750,000 francs et 30,000,000 de francs pour la commission de placement allouée aux banquiers, agents de change et autres intermédiaires.

» Aucune publicité payante n'a été faite pour le premier emprunt ; pour le second, les frais de publicité se montent à 530,000 francs et pour le

troisième à 900,000 francs ; le prix de la publicité dans les journaux est établi forfaitairement par le Département des Finances ; le paiement en est effectué par lui sans l'intervention d'agences. »

ART. 37. — *Rémunération en matière de milice : 16,250,000 francs, contre 12,000,000 de francs portés pour 1919.*

Les volontaires de carrière conservent les droits à la rémunération jusqu'à l'expiration de leur engagement en cours.

Or, du 11 novembre 1918 au 30 septembre 1919, il y a eu 25,798 engagements de l'espèce.

On peut estimer à 13,000,000 de francs le crédit nécessaire pour payer l'indemnité aux familles de ces volontaires de carrière sur les bases de l'arrêté-loi du 27 septembre 1916. D'autre part, tant que la Législature n'aura pas statué sur les projets de loi abrogeant la rémunération, tout nouvel engagé restera régi par la législation actuelle.

Il faut donc ajouter les volontaires de carrière enrôlés au cours du quatrième trimestre 1919 et ceux qui s'engageront en 1920. Or, il n'est pas possible d'en préciser le nombre.

On devrait donc maintenir un crédit non limitatif.

Toutefois, s'il faut absolument un chiffre, comme les engagements vont en décroissant, on pourrait majorer le crédit de 13,000,000 de francs d'un quart. Le crédit porté à l'article 37 du tableau I (Dette publique) a été fixé en conséquence.

ART. 38. — *Pensions diverses : 29,075,132 francs.*

Cet article présente une majoration de 3,810,132 francs par rapport à l'exercice antérieur, conséquence de l'augmentation du nombre des employés et des relèvements des agents de l'État.

ART. 41. — *Rentes viagères allouées à raison des chevrons de front : 2,500,000 francs.*

Il s'agit ici de l'application de la loi du 1^{er} juin 1919. C'est le second terme des rentes qui grèvera, cette année, le Budget de la Dette publique, le premier ayant été mis à la charge du Ministère de la Guerre.

*
* *

En conclusion, la Section centrale vous propose, Messieurs, l'adoption du Budget de la Dette publique.

Le Rapporteur,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1920 ⁽¹⁾

Tabel I. — Openbare Schuld.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **HOUTART**.

MIJNE HEEREN,

In de Begrooting van de gewone uitgaven der Openbare Schuld is slechts het geringste deel opgenomen van de lasten, welke de Staat wegens zijne leeningen en zijne overige schulden te dragen heeft.

De interesten en lasten van geheel het passief, ontstaan sedert den wapenstilstand, komen niet daarin voor, maar wel in de Buitengewone Begrooting. In beginsel en op grond van de teksten van het Verdrag van Versailles kan men slechts zijne goedkeuring hechten aan het aldus gemaakte onderscheid tusschen de uitgaven die tot de Openbare Schuld behooren, al geldt het jaarlijksche uitgaven. Hierna zal nochtans voorgesteld worden, van deze wijze gedeeltelijk af te zien.

In bijna al de zes en veertig artikelen, welke de gezamenlijke uitgaven van dezen dienst omvatten, zijn de cijfers van de vorige begrootingen

(1) Begrooting, nr 86.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BRUNET, bestond uit de heeren CARTON DE WIART, MECHÉLYNCK, BERTRAND en TIBBAUT, *ondervoorzitters*; de heeren BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE D'EXAERDE, DE SELYS-LONGCHAMPS, DE WOUTERS D'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM en WAUWERMANS.

herhaald, onverschillig of het de interesten en de aflossing van de vóóroorlogsche leeningen geldt, ofwel de annuïteiten en andere lasten, welke de Staat te dragen heeft.

Bijgevolg moest de Middenafdeeling zich slechts met een klein getal zaken bezighouden :

ART. 8. — *Schuld 3 ½*, 4^o reeks : fr. 17,521,161.22.

Het geldt de leening van 12 millioen pond sterling uitgegeven te Londen in 1914. Zoo men enkel den tekst van dit artikel in aanmerking neemt, is men er over verwonderd dat het pond sterling in de begrootingsramingen wordt gerekend tegen fr. 25.22, zoodat de gezamenlijke lasten, die 694,732,16.04 p. st. bedragen, zijn vertegenwoordigd door een crediet van fr. 17,521,161.22. Doch in artikel 36 is, onder de algemeene benaming van « kosten betreffende den dienst van de onderscheidene schulden en annuïteiten », begrepen eene som van 4,500,000 frank bestemd om het verlies wegens den hoogen wisselkoers in Engeland te dekken. Het is onmogelijk het daartoe noodige crediet nauwkeurig te bepalen ; men kan echter bevestigen dat de ramingen van artikel 36 ruim zullen overschreden worden.

ART. 10. — *Deel van de lasten der Openbare Schuld gebracht op de Buitengewone Begrooting, dat ten laste van de Gewone Begrooting komt : 40 millioen frank.*

Dit artikel wordt gewettigd in de volgende bewoordingen (bl. 273) :

« De lasten der sedert den wapenstilstand ontleende kapitalen zijn geheel op de Buitengewone Begrooting gebracht. Een crediet van 40 millioen frank is onder artikel 10 (nieuw) van de tegenwoordige tabel uitgetrokken opdat door de gewone Begrooting zou bestreden worden het op gezegde som geraamde deel dier lasten, waarin zij geregeld moet voorzien wegens de kapitalen ontleend tot dekking hetzij van de buitengewone uitgaven gedaan sedert den wapenstilstand voor rekening van België, hetzij van de ontoreikendheid der gewone ontvangsten. Gezegde som zal in den buitengewonen dienst gestort worden. »

Hieromtrent maakte de Middenafdeeling verscheidene aanmerkingen, welke er haar toe brachten amendementen op dit artikel voor te stellen :

A. — De achterstallige uitgaven gebracht op de Begrooting voor 1919 en een deel van de buitengewone uitgaven derzelfde Begrooting, namelijk de militaire uitgaven en de onderstandsgelden (uitgaven waarvan het geheel bedrag 3 milliard overschrijdt), kunnen volgens de bepalingen van het Verdrag van Versailles niet teruggevorderd worden ; bijgevolg komt de

dienst van de kapitalen, ontleend om die uitgaven te dekken, ten laste van den Belgischen belastingschuldige, hetzij 150 tot 200 millioen elk jaar. Niet 40 millioen, doch eene veel hoogere som dient uit dien hoofde op de Gewone Begrooting te worden uitgetrokken.

Tegen deze eerste aanmerking werden evenwel redenen aangevoerd, welke wij ons verplicht achten voluit mede te deelen.

Tot staving van het door de Regeering aangenomen stelsel heeft men doen opmerken :

1^o Dat de achterstallige uitgaven, uitgetrokken op de Begrooting van 1919, eene tegenwaarde hebben, welke in de tabel van 's lands middelen voor 1919, onder artikel 75, voorkomt voor eene som geraamd op 660,000,000 frank;

2^o Dat de credieten, bestemd om deze uitgaven te bestrijden, tamelijk ruim werden geraamd, zoodat zij wellicht de latere aanrekeningen overschrijden;

3^o Dat de Regeering voornemens is van onze vroegere vijanden een aanzienlijk deel van de achterstallige uitgaven, onder meer, de achterstallen van den dienst van 's lands schuld, te eischen. Daaruit volgt dat men, onder de huidige omstandigheden, bezwaarlijk het cijfer van de uitgave zou kunnen vaststellen, die, ten slotte, te onzen laste vallen zal en, anderdeels, zouden wij gevaar loopen onze stelling betreffende deze uitgaven te verzwakken door *urbi et orbi* uit te roepen dat de achterstallige schuldverdringen, op de Begrooting voor 1919 uitgetrokken, alle vreemd zijn aan die, welke van Duitschland mogen geëischt worden.

Dat zijn de voornaamste redenen, waarom de Regeering het noodig achtte op de beslissing van de Commissie tot Herstel, beslissing die uiterlijk den 1^o Mei 1921 zal gekend zijn, te wachten om de Begrooting van 's Lands Schuld haren definitieven vorm te geven.

Anderdeels word aangemerkt dat de benaderende ramingen, waarop de Middenafdeeling steunt, rekening houden met de omstandigheden vermeld onder bovenstaande n^o 1^o en n^o 2^o. Inderdaad, de op de begrooting voor 1919 ingeschreven achterstallige uitgaven bereikten 2,650 millioen, na afrek van de overeenstemmende ontvangsten ⁽¹⁾; en weinige onder deze uitgaven voldoen aan de bepalingen der bijlage I van het hoofdstuk betreffende het herstel. Anderdeels komen in de afdeeling der zoogezegde oorlogsuitgaven, op dezelfde begrooting ingeschreven, de militaire uitgaven, de vergoedingen wegens levensduurte en de onderstandsgelden voor ⁽²⁾, te zamen meer dan een milliard dat men hoegenaamd niet op de oorlogsver-

(1) Bl. 12 van het Algemeen Verslag, n^o 249.

(2) Ibid., 7-9.

goeding kan terugvorderen. Voegt men daaraan toe de eigenlijke buitengewone begrooting en het tekort van de gewone begrooting, dan bereiken deze uitgaven te zamen nagenoeg 4 milliard. Uit dien hoofde was de Middenafdeeling van oordeel dat, om de lasten van dit kapitaal bij benadering en door eene soort van overeenkomst te vertegenwoordigen, het cijfer van 200 millioen veeleer gebillijkt was dan dat van 400 millioen, ingeschreven onder artikel 10 van het ontwerp.

Tot staving van de methode door de Middenafdeeling voorgesteld, kan het voorbeeld der Fransche begrooting, waarvoor zich dezelfde omstandigheden voordoen, worden ingeroepen. De opstellers van deze begrooting hebben, ter wille van de duidelijkheid en met een doel van vooruitzicht en van voorzichtigheid, het noodig geacht niet te wachten tot dat de Commissie voor herstel haar werk heeft volbracht, en wel onder voorbehoud van alle rechten.

B. — Het is noodig de werkelijkheid zooveel mogelijk naderbij te komen, nu het Parlement geneigd schijnt het evenwicht tusschen de gewone ontvangsten en uitgaven te verzekeren. Men zou tegen de begrootingsbalans kunnen aanvoeren, dat zij vervalscht is door een al te rooskleurige raming van de bestanddeelen der Openbare Schuld, welke door de vergoeding zullen gedekt worden, terwijl een voorzichtige raming slechts voordeelig kan zijn aan 's Lands crediet, als men daarmee rekening houdt bij het vaststellen van het bedrag der fiscale inkomsten, welke dienen onverwijld tot stand te worden gebracht.

C. — Bij het verwezenlijken van dit plan deed de Middenafdeeling eene andere soort beschouwingen gelden, welke met 's Lands crediet in verband staat. Zij liet zich geleiden door eene gedachte uitgedrukt in de toelichting welke voorafgaat aan het begrootingsontwerp, door den heer Klotz bij het Fransche Parlement ingediend. « Getrouw aan den volstrekten regel dien » wij als den onzen hebben aangenomen, zóó schrijft hij in dat stuk, » om door bestendige en normale ontvangsten te voorzien in den dienst » van al onze leeningen, zullen wij er toe gebracht worden, wanneer deze » credietverrichtingen zullen vereffend zijn, het geheel bedrag van hunne » achterstallen als uitgave op de gewone begrooting te brengen. » Dat is, naar 't schijnt, een hoofdvereischte voor 's Lands crediet.

Ongetwijfeld kan er, in den huidige toestand, geen sprake van zijn, op de gewone begrooting den last te brengen van al de verbintenissen die op 's Lands Schatkist drukken; overigens, het grootste deel dezer verbintenissen stemt overeen met onze eischen tegenover Duitschland. Doch het zou goed zijn, als een normalen last te begrooten en door de gewone ontvangsten te dekken den dienst der leeningen, sedert den wapenstilstand aangegaan ten gevolge van herhaald beroep op 's volks spaarpenningen en op het vertrouwen van het buitenland. De kosten van dezen dienst bereiken eene som van nagenoeg gelijk bedrag als dit, welk wij hooger hebben bepaald,

om voorloopig het aandeel der achterstallen vast te stellen, welke het mocht noodig zijn te voegen bij den gewonen dienst der Openbare Schuld.

Het amendement, dat aan deze onderscheidene beschouwingen zou gevolg geven, zou hierin bestaan, dat men artikel 10 zou vervangen door den volgende tekst :

ART. 10 (nieuw). — *Interest en aflossing der Schuld 5 %
voor 's Lands Herstel : 79,792,419 frank.*

ART. 10^{bis} (nieuw). — *Interesten, aflossing en onkosten van de andere ontleende of te ontleenen kapitalen gedurende de jaren 1919 en 1920 ;
interesten en kosten der Schatkistbons (niet beperkt crediet) :
142,500,000 frank.*

In het onder artikel 10^{bis} voorgestelde crediet zijn de lasten der leening van 1920 voor een halfjaar begrepen.

Dienvolgens zouden de artikelen 2 en 3 der tabel XVII moeten wegvallen.

In het algemeen verslag werd uiteengezet welke de verschillende bestanddeelen van onze Openbare Schuld zijn. Wij komen er dus hier niet op terug. Wij moeten nochtans doen opmerken dat de Staat, krachtens de wet van 16 Maart 1919, kan verplicht worden, aan het Consortium van Belgische Banken een waarborg te leveren voor de credieten, aan dit Consortium verleend op verschillende buitenlandsche plaatsen, met het oog op het economisch herstel van België. Op de vraag, dien aangaande door de Middenafdeeling gesteld, werden de volgende inlichtingen geleverd :

» Ziehier de omstandige opgave van de bankcredieten gedekt door den waarborg van de Regeering krachtens de wet van 16 Maart 1919 :

» A. — ENGELSCH CREDIETEN.

» 1^o Gezamenlijk crediet van 4,000,000 p. st., aan het Consortium der Belgische banken toegestaan door eene groep van financieele inrichtingen en firma's van Londen. Dit crediet is terugbetaalbaar bij reeksen van één miljoen pond sterling, op 24 Mei, 17 Juni, 2 en 23 Augustus 1920 ;

» 2^o Aanvullend crediet van 1 miljoen pond sterling, toegestaan door de « London Country Westminster » en « Parr's Bank », nadat de eerste vier miljoen verteerd waren. De vervaldag aanvankelijk vastgesteld op 1 December 1919, werd verlengd tot op 1 Januari 1920, datum waarop de terugbetaling plaats had aan den gemiddelden koers van 46.078.

» Deze credieten werden, ten beloope van 4,705,300 pond sterling, aan de nijveraars en handelaars toegestaan aan een koers tusschen 29 en 37 frank ; de Nationale Bank ontving uit dien hoofde eene som van

152,815,000 frank, waarvan 46,078,000 frank werden afgehouden voor de terugbetaling, waarop pas gewezen werd.

» De belanghebbenden benutten de credieten op twee verschillende wijzen: 1° de definitieve aankoop, aan den koers van den dag, van de ponden sterling welke zij noodig hadden; 2° de voorloopige betaling, aan den koers van den dag, van de noodige ponden sterling en tevens de verbintenis de ponden sterling aan de Nationale Bank terug te geven aan denzelfden koers.

« De nijveraars en handelaars, die deze tweede wijze hadden aangenomen, hebben 1,338,000 pond sterling ontvangen aan den gemiddelden prijs van fr. 34.05 per pond sterling. De vervaldag, aanvankelijk gesteld op 20 Maart 1920, werd verlengd tot 20 Maart 1921.

» Buiten de som van 3,705,300 pond sterling, welke nog moet terugbetaald worden, zal de Nationale Bank wegens interesten moeten terugbetalen nagenoeg P. st. 300,000

TE ZAMEN . . . P. st. 4,005,300

» B. — AMERIKAANSCH CREDIET VAN 50 MILLIOEN DOLLAR,
GENAAMD « CREDIT OF EXPORT ».

» Vervaltijd: 10 millioen dollar den 5^e Juni 1920.

» Vervaltijd: 40 millioen dollar den 30^e Juni 1920.

» Van dit crediet werd tot heden gebruik gemaakt ten beloope van 46,100,000 dollar.

» 30,850,000 dollar werden besteed voor de betaling van levensmiddelen, door de Belgische Regeering aangekocht in de Vereenigde Staten en de Schatkist heeft de tegenwaarde dezer som aan de koersen van fr. 6.25 tot fr. 9.40 ter Nationale Bank gestort; desnoods zal zij bij den vervaltijd eene aanvullende storting moeten doen; er dient echter te worden aangemerkt dat, indien wij niet over een groot deel van het « Credit of Export » hadden kunnen beschikken, wij zouden verplicht geweest zijn, om aanzienlijke aankopen van dollars ter markt te vermijden, over te gaan tot eene verrichting, welke dezelfde risico's oplevert als de Bankcredieten;

» 15,250,000 dollar werden aan nijveraars en handelaars verstrekt aan koersen van fr. 6.25 tot fr. 13.75.

» Van die 15,250,000 dollar werden er 9,950,000 afgestaan met verbintenis, door de belanghebbenden, ze op den vervaldag terug te betalen tegen denzelfden prijs; de Regeering heeft echter aan de belanghebbenden de verzekering gegeven dat de vervaltijd, eerst op 20 Maart 1920 bepaald, met een jaar zou verlengd worden.

» De thans uitgegeven 46,100,000 dollar werden geleverd aan een globalen prijs van 351,000,000 frank.

» De regeling van de vervallen en te vervallen interesten, verhoogd met de commissieloonen voor aanvaarding, zal aanleiding geven tot eene bijkomende uitgave van 3,000,000 dollar.

» C. — NOORWEEGSCH CREDIET.

» De « Norske Creditbank » verleende op 1 Juli 1919 een vrij crediet van 5,000,000 kronen, terugbetaalbaar den 1^o Juli 1920.

» Van dit crediet werd gebruik gemaakt deels voor aankopen in Noorwegen, deels voor de voorziening der markt van Brussel met ponden sterling, namelijk :

689,000 kronen.
3,866,000 id.
4,555,000 kronen.

waarvoor eene som van 8,454,000 frank werd ontvangen.

» De uitgave van.	kr.	4,555,000
moet vermeerderd worden met de interesten, hetzij. . .		350,000
TE ZAMEN.	kr.	4,905,000

» D. — ZWITSERSCH CREDIET.

» Als tegenwaarde van onzen kolenuitvoer, stemde de « Société financière » te Luzern er in toe, aan de gegroepeerde Belgische Banken een vrij crediet van 15,230,000 frank te verleen, terugbetaalbaar als volgt :

9,000,000 frank, op 26 Maart 1921 ;
1,000,000 frank, op 26 April 1921 ;
2,800,000 frank, op 20 Mei 1921 ;
1,200,000 frank, op 29 Mei 1921 ;
1,230,000 frank, op 15 Juni 1921.

» Van dit crediet werd tot nu toe, ten behoeve van invoerders van Zwitsersche producten, gebruikt eene som van 5,223,000 frank, waarvoor de Nationale Bank 8,970,000 Belgische frank heeft ontvangen.

*
* *

* De waarborg, aan het Consortium van de Belgische Banken gegeven voor al de bovengemelde credieten, legt aan den Staat de verplichting op,

desnoods het verschil te dekken tusschen de noodige som om die credieten terug te betalen en die, waarover de Nationale Bank daartoe beschikken zal.

» Moest de terugbetaling geschieden aan bijna gelijke koersen als de thans genoteerde, dan zouden uit dien hoofde aan de Schatkist aanzienlijke lasten opgelegd worden. Om deze lasten te verminderen, onderzoekt de Regeering of het mogelijk zou zijn, uitstel te bekomen voor de terugbetalingen ofwel obligatiën van de Openbare Schuld of Schatkistbons in het buitenland uit te geven ».

Betreffende de leeningen werd door de Middenafdeeling gevraagd :

« Hoeveel bedroegen de kosten van uitgifte van de verscheidene leeningen? Hoeveel de advertentiekosten? Aan wie werden deze verrichtingen toevertrouwd?

» Werd de prijs vooraf bepaald? Op welke grondslagen werden die sommen verdeeld? »

Antwoord.

« De algemeene kosten betreffende de verscheidene leeningen, die sedert den wapenstilstand werden uitgegeven, zijn onderverdeeld als volgt :

1 ^o Leening voor Muntherstel 5 %.	fr. 29,382,000	»
2 ^o Leening voor s' Lands Herstel 5 %.	8,885,000	»
3 ^o Leening 5 % met premie	35,000,000	»

waarin onderscheidenlijk begrepen zijn 28,780,000 frank, 6,750,000 frank en 30,000,000 frank wegens commissieloon toegekend aan de bankiers, wisselagenten en andere tusschenpersonen.

» Voor de eerste leening werden de advertentiën niet betaald; voor de tweede bedragen de advertentiekosten 530,000 frank en voor de derde 900,000 frank; de prijs der advertentiën in de dagbladen wordt door het Departement van Financiën vooraf bepaald volgens overeenkomst; zij worden door dit Departement zonder eenige tusschenkomst van agent-schappen betaald. »

ART. 37. — *Vergelding in militiezaken* : 16,250,000 frank
tegen 12,000,000 frank in 1919.

De beroepsvrijwilligers hebben op de vergelding aanspraak totdat hunne loopende verbintenis een einde neemt.

Nu, van 11 November 1918 tot 30 September 1919, werden 25,798 zoodanige verbintenissen aangegaan.

Het noodige crediet om de vergelding aan de gezinnen dier beroepsvrijwilligers uit te betalen op de grondslagen van het besluit-wet van 27 September 1916, kan op 13,000,000 frank geraamd worden. Ander-

zijds zal de bestaande wetgeving van toepassing blijven op elken nieuwen dienstmene, zoolang de Wetgevende Kamers geen uitspraak doen over de wetsontwerpen tot intrekking van de vergelding.

Men moet dus in aanmerking nemen de beroepsvrijwilligers, die gedurende het vierde trimester van 1919 werden ingelijfd, en de beroepsvrijwilligers, die in 1920 zullen dienst nemen. Het getal daarvan kan echter niet bepaald worden.

Men zou dus een niet beperkt crediet moeten behouden.

Evenwel, indien een cijfer volstrekt noodig is, zou men het crediet van 13,000,000 frank kunnen verhoogen met een vierde, daar er steeds minder dienstverbintenissen worden aangegaan. Het crediet, onder artikel 37 der Tabel I (Openbare Schuld) uitgetrokken, werd daarmee in overeenstemming gebracht.

ART. 38. — *Verschillende pensioenen* : 29,075,132 frank.

Dit artikel wijst op eene vermeerdering van 3,810,132 frank vergeleken bij het vorig dienstjaar, als gevolg van de vermeerdering van het getal beampten en van de weddeverhooging verleend aan de Staatbedienden.

ART. 41. — *Lijfrenten toegekend wegens frontchevrons* :
2,500,000 frank.

Het geldt hier de toepassing der wet van 1 Juni 1919. Het is de tweede termijn van de renten, die dit jaar de begrooting der Openbare Schuld zal bezwaren; de eerste werd ten laste van het Ministerie van Oorlog gebracht.

*
* *

Als besluit stelt de Middenafdeeling u voor, Mijne Heeren, de begrooting der Openbare Schuld goed te keuren.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
ÉMILE BRUNET.
